



« La vaccination doit commencer au plus vite » : face à l'incertitude, les enseignants attendent une clarification du calendrier

- Planète
- Vaccins contre le Covid-19

Promise à partir de « la mi-avril » par Jean-Michel Blanquer, l'ouverture de la campagne vaccinale aux professeurs semble lointaine et peu probable avant la réouverture des écoles, collèges et lycées.

Article réservé aux abonnés



L'école élémentaire Parmentier, dans le 10e arrondissement de Paris, le 7 avril.
BENJAMIN GIRETTE POUR « LE MONDE »

Ils n'en font pas un « préalable » mais un levier « essentiel » pour reprendre les cours et finir l'année. Le début de la vaccination, promise aux enseignants à partir de « la mi-avril » par leur ministre de tutelle, pourrait, pour le gros des troupes, n'intervenir que bien plus tard : lors d'un échange à distance avec une classe de collégiens, mardi 6 avril, Emmanuel Macron a indiqué que les professeurs feraient partie des publics prioritaires une fois la vaccination ouverte au moins de 50 ans. Autrement dit... mi-juin. Ce même 6 avril, lors d'un déplacement dans une école parisienne restée ouverte pour accueillir des enfants de soignants, Jean-Michel Blanquer s'engageait encore, auprès d'enseignants l'interpellant sur le sujet, à « faire le maximum pour que les choses s'accélérent en avril et en mai ».

Rétropédalage ? Rue de Grenelle, on ne commente pas la déclaration présidentielle. Mais dans les rangs des 866 500 professeurs des écoles, collèges et lycées, on s'interroge : combien, parmi eux, réussiront à se faire vacciner (ou, a minima, à recevoir une première dose) avant la reprise, fixée au 26 avril à l'école primaire, au 3 mai dans le secondaire ? Jusqu'à quand faudra-t-il attendre pour tous les autres, alors que la troisième vague épidémique est là, et qu'il est désormais acquis que les variants du Covid-19 contaminent autant les adultes que les enfants ?



Article réservé à nos abonnés Lire aussi Emmanuel Macron laisse entrevoir la vaccination des enseignants, les syndicats demandent des gages
Alors qu'une vingtaine de pays de l'OCDE considèrent, aujourd'hui, leurs enseignants comme prioritaires dans l'accès aux vaccins, la doctrine française les concernant relève du « *brouillon* », taclent les syndicats d'enseignants. D'autant que nul n'a oublié, dans leurs rangs, qu'au retour des vacances de Noël, le ministre de l'éducation estimait « *souhaitable* » que la vaccination des personnels ait lieu « *au mois de mars au plus tard* » . « *Si on arrive à le faire avant, ce serait bien* », défendait alors dans les médias Jean-Michel Blanquer. C'était avant que les retards d'approvisionnement en vaccins ne bouleversent le calendrier.

Multiplication des interpellations

Sur la scène politique, notamment au sein de l'opposition, les interpellations du gouvernement se sont multipliées ces derniers jours. Dimanche 4 avril, le maire de Saint-Denis, Mathieu Hanotin, et le président du département de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel, tous deux socialistes, ont appelé le premier ministre Jean Castex, par la voie d'une tribune dans *Le Journal du dimanche* , à « *élargir sans attendre* » la vaccination aux personnels des écoles pendant les vacances. Avant eux, la présidente (Libres !) de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, ou encore la maire de Paris (PS) Anne Hidalgo, ont plaidé en ce sens.

La flambée des cas de Covid-19 recensés parmi les élèves et les enseignants, à la veille du reconfinement scolaire, leur a donné des arguments : en l'espace d'une semaine, à la suite du renforcement du protocole sanitaire, le nombre de classes fermées a été multiplié par trois pour plafonner à plus de 11 000 (sur 528 500), selon des chiffres communiqués le 2 avril, quelques heures avant la fermeture des écoles. Dans le détail, l'éducation nationale estimait, à cette date, à 28 738 le nombre d'élèves contaminés – sur un total de 12,4 millions –, et à 2 771 les personnels.

En annonçant, mercredi 31 mars, un reconfinement scolaire pour trois à quatre semaines (en fonction du niveau de la scolarité), Emmanuel Macron a évoqué « *une stratégie spécifique* » pour les enseignants. Mais les dates butoirs détaillées dans l'allocution présidentielle n'ont pas spécifiquement distingué les enseignants du reste de la population : toutes les personnes âgées de plus de 60 ans seront éligibles à la vaccination le 16 avril, celles de plus de 50 ans, le 15 mai.

« Un raisonnement par âge »

Dans l'entourage de M. Blanquer, on explique « *garder le cap* » en « *travaillant sur des règles de priorité en lien avec les autorités de santé* ». Seront d'abord vaccinés les personnels – et pas seulement les enseignants – qui prennent en charge des enfants en situation de handicap, puis ceux de maternelle (où le port du masque n'est pas obligatoire pour les élèves). « *Et puis ensuite, ce sera un raisonnement par âge* », a reconnu M. Blanquer lors de l'émission « Questions politiques » de France Inter, France Télévisions, Franceinfo et *Le Monde* , dimanche 4 avril. Pas de quoi rassurer les intéressés. « *On craint que ces "et puis" successifs nous emmènent très loin dans le calendrier*, réagit Stéphane Crochet, du syndicat SE-UNSA . *Même en démarrant la vaccination dans les semaines qui viennent, s'il faut huit semaines pour avoir une immunité, les enseignants n'en bénéficieront quasiment pas... avant septembre !* »

« *La vaccination doit commencer au plus vite*, relève dans la même veine Sophie Vénéitay du SNES-FSU, *mais elle n'est qu'un aspect du protocole, avec la réduction du brassage entre élèves, avec les cours en demi-groupe ou encore de vraies mesures pour les cantines, qui pourra nous permettre de rouvrir aussi sereinement que possible les établissements à la fin du mois.* »

Lire aussi : Les cas de contamination en hausse dans les écoles, Macron envisage la vaccination des enseignants « *mi-fin avril* »



« A défaut d'une réponse claire, les collègues voient aujourd'hui se déployer des initiatives de vaccination locales qui montrent bien, en creux, qu'on est loin d'une stratégie globale », relève quant à elle Guislaine David, du SNUipp-FSU. Son syndicat, majoritaire dans le premier degré, fait état de « remontées de ce type » dans la région parisienne, dans l'Oise, en Haute-Savoie ou encore dans les Alpes-Maritimes.

Fin mars, la maire (LR) du 7^e arrondissement de Paris, Rachida Dati, avait pris l'initiative d'ouvrir un centre de vaccination pour les personnels qui n'entrent pas dans les publics prioritaires ; la maire (PS) Anne Hidalgo, avait alors demandé au préfet Didier Lallement de procéder à sa fermeture. « On entend parler, ici où là, d'enseignants invités à se présenter dans des vaccinodromes, reprend Guislaine David, et cela peut faire des heureux. Mais, globalement, cela ne peut qu'accroître les inégalités d'accès et le sentiment de naviguer à vue. »

Mattea Battaglia
Contribuer

Services

FORMATION ANGLAIS avec Gymglish

POUR AMÉLIORER
VOTRE ANGLAIS

1 MOIS OFFERT





Vous pouvez lire *Le Monde* sur un seul appareil à la fois

Ce message s'affichera sur l'autre appareil.

Découvrir les offres multicomptes

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous utilisez ce compte à plusieurs, passez à une offre multicomptes pour faire profiter vos proches de votre abonnement avec leur propre compte. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ce compte ?

Nous vous conseillons de modifier votre mot de passe .

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

